



Jeudi 25 novembre Débat « Le bonheur d'être maire »

Jacques Pélissard

Ce dernier jour du Congrès, nous avons tous beaucoup travaillé, participé à des ateliers, des réunions en auditorium, et le Bureau a estimé qu'il était peut-être intéressant de sortir un peu de nos horizons classiques. Le maire, toujours, est confronté à des réalités très concrètes. Il a souvent « le nez dans le guidon », et nous nous sommes demandé pourquoi, quand il choisissait, par exemple, d'avoir à conserver un mandat, lorsqu'il est frappé par le cumul, il choisissait en règle générale toujours de rester maire. Y a-t-il donc une vertu particulière qui s'applique au mandat de maire, est-ce que le fait d'être maire produit et procure du bonheur ?

Et pour en débattre, nous avons invité deux spécialistes, un historien et un philosophe, Monsieur Slama et Monsieur Comte-Sponville, qui vont débattre, avec une intervention liminaire de chacun, puis ensuite un débat entre eux. Et je crois que cela permettra de voir les données fondamentales de notre responsabilité, ce qui nous permet de vivre – ou pas – dans le bonheur, dans la joie d'être maire, et contribuer ainsi, je l'espère, à la joie et au bonheur de nos concitoyens.

Voilà, donc, un après-midi intéressant à mon sens, très philosophique, très conceptuel, sur le rôle du maire, le bonheur d'être maire.

Bon après-midi, chers collègues.

Jean DUMONTEIL

Merci Jacques Pélissard, merci Monsieur le président de l'Association des maires de France.

C'est vrai, depuis le début de ce Congrès des maires, on a beaucoup répondu à des questions qui commençaient par « comment ». Comment mettre en œuvre des politiques locales, comment appliquer quels dispositifs, comment mieux répondre aux attentes des usagers, des habitants ?

Cet après-midi, nous allons poser d'autres questions. Elles commenceront par « pourquoi » : Pourquoi être maire ? Mais c'est une question qui nous est posée, puisque les responsables de l'Association des maires de France, qui nous proposent ce thème, « le

bonheur d'être maire ? », ont eu la prudence de mettre un point d'interrogation. Alors à qui s'adressent le message et la question ? A vous tous, qui êtes là, dans cet auditorium, pour affirmer ensemble le bonheur d'être maire, au terme de trois jours qui ont montré les difficultés, les responsabilités croissantes des élus locaux ; et puis peut-être aussi un message qui peut dépasser l'enceinte de cet auditorium, message à tous nos concitoyens, et peut-être faire naître des vocations d'élus locaux.

Pour nous aider à répondre à la question, en tout cas cet après-midi, nous avons invité deux intellectuels de premier plan :

– André Comte-Sponville, vous êtes philosophe. Vous vous décrivez à la fois comme matérialiste, rationaliste, humaniste. Normalien, vous avez été maître de conférence à la Sorbonne Paris I jusqu'en 1998, date à laquelle vous avez choisi de vous consacrer exclusivement à l'écriture et aux conférences que vous donnez en dehors de l'Université. Philosophe, mais aussi engagé dans la cité, puisque vous êtes membre du Comité consultatif national d'éthique depuis mars 2008.

Vous êtes un auteur prolifique, on peut le dire : je vais citer le « Petit traité des grandes vertus », en 1995, « Le bonheur, désespérément », en 2003, et puis, en 2006, « La plus belle histoire du bonheur ». Et cette année, un livre qui a pour titre « Le goût de vivre ».

André Comte-Sponville tient une chronique dans le magazine bimestriel Le Monde des religions, et puis dans une autre forme de presse, puisque chaque mois vous écrivez dans le magazine économique Challenges.

– Alain-Gérard Slama, vous aussi êtes normalien, vous aussi êtes membre du Comité consultatif national d'éthique, mais les points communs s'arrêtent là. Diplômé de Science-po, vous y êtes aujourd'hui professeur. Editorialiste, membre du comité éditorial du Figaro, vous êtes vous aussi un auteur prolifique, mais vous êtes historien, et spécialiste des idées politiques. On peut vous écouter chaque jour aux Matins

de France-Culture, mais vous êtes aussi régulièrement sur RTL, dans l'émission de Christophe Anglade où l'on peut vous retrouver parmi les polémistes, et j'ai même vu et entendu avant-hier que vous aviez été désigné par les auditeurs comme langue de vipère. Je ne sais pas si cet après-midi vous serez une langue de vipère, mais nous sommes en tout cas vraiment impatients de vous écouter. Votre dernier livre avait pour titre « La société d'indifférence ».

Nous allons parler donc de ce bonheur d'être maire, et commencer par écouter André Comte-Sponville sur, déjà, l'idée du bonheur.

Pour paraphraser Saint-Just, c'est une idée neuve, le bonheur ?

André Comte-Sponville

Bonjour à tous.

Oui, « le bonheur d'être maire », c'est quand même un drôle de sujet, ou plus exactement, ce sont des drôles d'intervenants ; parce que s'il y a un bonheur d'être maire – parce qu'il y a un point d'interrogation dans le titre – sincèrement, vous êtes mieux placés qu'Alain-Gérard et moi pour le savoir. Si vous nous avez invités pour que nous vous disions si vous êtes heureux ou pas, je crois qu'il y a malodonne, évidemment.

Et pourtant, je suis convaincu qu'il y a un bonheur d'être maire, au moins un bonheur attendu, un bonheur espéré. Mon idée, pour tout vous dire, c'est que si vous êtes maires, les uns et les autres, c'est pour être heureux. Attention, cela ne veut pas dire que vous êtes heureux, mais cela veut dire que vous êtes maire pour être heureux.

Alors, vous allez me dire « qu'est-ce que vous en savez, vous ne nous connaissez même pas ; il y en a 36 000, des maires, nous sommes tous différents... »

Oui, mais vous êtes tous des êtres humains. Et je crois, avec Blaise Pascal, que tout homme, toute femme, veut être heureux.

Petite citation des Pensées de Pascal, qui écrit : « tous les hommes recherchent d'être heureux, cela est sans exception. Quelque différents moyens qu'ils y emploient, ils tendent tous à ce but, le bonheur. C'est le motif de toutes les actions de tous les hommes, jusqu'à ceux qui vont se pendre ».

La touche finale « jusqu'à ceux qui vont se pendre », dans sa noirceur, dans sa beauté, dans sa profondeur, est très pascalienne, bien sûr, mais très vraie, aussi. Parce qu'au fond, celui qui va se pendre, celui qui se suicide, pourquoi se tue-t-il ? Pour ne plus souffrir. Or ne plus souffrir, quand on souffre atrocement, c'est encore se rapprocher du dernier bonheur, purement négatif, qui paraît alors possible, la cessation de la souffrance.

Eh bien, si tout homme veut être heureux, y compris celui qui va se pendre, permettez-moi de penser, a

fortiori, que tout homme veut être heureux, toute femme veut être heureuse, y compris celui ou celle qui se présente à des élections municipales.

Donc, vous êtes maires pour être heureux, parce que quoi qu'on fasse, finalement, c'est pour être heureux. Vous pourriez me dire : « non, mais pas du tout, moi, c'est pour m'occuper de mes concitoyens ». Très bien. Mais si vous le faites, c'est que vous avez le sentiment que vous serez plus heureux en vous occupant de vos concitoyens qu'en ne vous occupant que de vous-même. Ce sur quoi vous avez assurément raison ; il n'en reste pas moins que vous êtes maires pour être heureux.

Reste à savoir ce que c'est que le bonheur. Nous sommes convenus avec Alain-Gérard que je ferai une introduction plutôt générale sur l'idée de bonheur, et qu'Alain-Gérard se colletterait davantage avec le statut de maire.

Qu'est-ce que c'est qu'être heureux ? J'ai envie de suggérer une réponse qu'on trouve chez Platon, qu'on trouve chez Kant, mais qu'on pourrait trouver chez chacun d'entre nous, qui consiste à dire qu'être heureux, c'est avoir ce qu'on désire. Pas forcément tout ce qu'on désire, parce qu'on sait bien qu'à ce compte là, on ne sera jamais heureux, mais enfin, être heureux, c'est avoir une bonne part de ce qu'on désire.

Mais du même coup, pour comprendre ce que c'est que le bonheur, il faut comprendre ce que c'est que le désir. Et comme j'ai très peu de temps, je voudrais en dix minutes vous proposer deux réponses – philosophiques, puisque je suis là pour philosopher avec vous – à la question « qu'est-ce que le désir ? », et vous verrez que cela entraîne deux réponses assez fortement différentes sur le bonheur, la réponse de Platon et la réponse de Spinoza.

Platon – 4^{ème} siècle avant Jésus-Christ, en Grèce évidemment – répond à la question dans un petit livre célèbre qui s'appelle Le banquet, et qui est consacré à l'amour. A cette question, Platon répond par une double équation : l'amour est désir, et le désir est manque. Et il enfonce le clou en écrivant : « ce qu'on n'a pas, ce qu'on n'est pas, ce dont on manque, voilà les objets du désir et de l'amour ». J'ajouterai simplement : et voilà pourquoi le bonheur, si souvent, est manqué. Voilà pourquoi, comme dit le poète, « il n'y a pas d'amour heureux ».

Pourquoi ? Parce que qu'est-ce que c'est qu'être heureux ? Comme je le disais à l'instant, être heureux, c'est avoir ce qu'on désire. Mais si le désir est manque, tu ne désires, par définition, que ce que tu n'as pas ; et si tu ne désires que ce que tu n'as pas, tu n'as jamais, par définition, ce que tu désires. Et donc tu n'es jamais heureux, puisque être heureux, c'est avoir ce que tu désires. Non pas, bien sûr, qu'aucun de nos désirs ne soit jamais satisfait, la vie heureusement n'est pas difficile à ce point. Mais dès qu'un de nos désirs est satisfait, il n'y a plus de manque, et donc plus de désir.

Vous n'avez donc pas ce que vous désirez, vous avez ce que vous désiriez avant, du temps où vous ne l'aviez pas !

Là, chers amis, je suis désolé, être heureux, ce n'est pas avoir ce qu'on désirait, c'est avoir ce que l'on désire. C'est pour cela que vous n'êtes pas heureux ! Pardon pour ceux, ici, qui sont pleinement heureux, ce n'est pas à moi qu'ils donnent tort, c'est à Platon. Mais comme ils donnent par là même raison à Spinoza, je les en félicite par avance, je leur demande simplement trois à cinq minutes de patience, le temps que j'explique, aux autres, bien sûr, pourquoi ils ne sont pas heureux.

Quelques exemples pour rendre la position de Platon plus concrète :

Souvenez-vous de ce salarié que vous avez embauché dans vos services municipaux il y a six mois ; vous savez, celui qui sortait de dix-huit mois de galère. Cela faisait dix-huit mois qu'il se disait tous les soirs, tous les matins : « que je serais heureux si je retrouvais un travail ». Et puis, il y a six mois, vous l'avez embauché, dans un emploi à plein temps, en CDI, de plus dans une mairie, bref, le bonheur. Enfin, le bonheur... le problème, c'est que depuis que vous l'avez embauché, le travail ne lui manque plus, non, il en a, du travail. Il en a même beaucoup, à la vérité, il en a plein des bras, du boulot. Et très vite, il en a plein le dos. Parce que si le désir est manque, dès lors qu'il ne manque plus de travail, il ne désire plus travailler. Ce qu'il désire, comme tout le monde, c'est les week-ends, les vacances, la retraite ! Bref, ce que Platon nous aide à comprendre, et qui en dit long sur la condition humaine, c'est que le travail ne peut faire le bonheur que d'un chômeur ; mais il ne fait pas son bonheur : puisqu'il est chômeur, il n'a pas de travail, le travail lui manque, et il souffre de ce manque. Et le travail ne fait pas le bonheur des salariés, puisqu'ils ont du travail, qu'en conséquence celui-ci ne leur manque plus, ce qui les rend incapables de le désirer, ou de l'aimer. Bref, comme aurait pu dire Louis Aragon, il n'y a pas de travail heureux.

Aragon disait cela de l'amour, mais pour la même raison : c'est que de même que le travail ne peut faire le bonheur que d'un chômeur, le mariage ne peut faire le bonheur... que d'un célibataire ; mais il ne fait pas son bonheur, puisqu'il est célibataire ; il est tout seul, et il souffre de ce manque d'amour. Et le mariage ne fait pas le bonheur des époux, puisqu'ils ne se manquent plus l'un à l'autre.

Que je serais heureux si j'étais maire : eh oui. C'est ce que disent ceux qui sont candidats à la mairie ; forcément, puisque ce poste de maire leur manque. Et puis vous, vous êtes maires ; dès lors, ce poste ne vous manque plus, ce qui vous interdit de le désirer, de l'aimer, et donc d'être heureux en étant maires. Cela veut dire que dans la mesure où Platon a raison, et donc dans la mesure où vous donnez

raison à Platon dans vos histoires d'amour, notamment dans votre amour pour ce poste de maire, il n'y a pas d'amour heureux, il n'y a pas de maire heureux.

Il y a une chose que Platon n'explique pas : c'est qu'il existe parfois des couples heureux ; cela m'est une raison forte d'aimer les couples quand ils sont heureux, et de n'être pas platonicien.

Il y a une chose que Platon n'explique pas, c'est qu'il existe parfois des travailleurs heureux. Cela m'est une raison forte d'aimer le travail quand il est heureux, et de n'être pas platonicien.

Il y a une chose que Platon n'explique pas, c'est qu'il existe parfois des maires heureux ; et il y a ici quelques milliers de réfutations du platonisme que je remercie de me soutenir dans mon combat philosophique.

Parce qu'évidemment, ce que je crois, moi, c'est qu'il y a une autre façon de répondre à la question « qu'est-ce que le désir ? », c'est celle de Spinoza, donc, au 17^{ème} siècle, en Hollande.

Spinoza serait d'accord avec Platon pour dire que l'amour est désir, cela, oui. Mais certainement pas pour dire que le désir est manque. Pour Spinoza, le désir n'est pas manque parce que le désir est puissance. Puissance de jouir et jouissance en puissance.

Attention, je n'ai pas dit « pouvoir », au sens politique du terme. Non : puissance.

Autrement dit, ce n'est pas le « pouvoir sur », ce qu'on appelle pouvoir, c'est le « pouvoir de », ce qu'on appelle, avec Spinoza, la puissance.

Pouvoir de faire, pouvoir d'agir, « puissance d'agir », comme dit Spinoza. Autrement dit, puissance, exactement au sens où l'on parle très communément de puissance sexuelle. On en parle surtout pour les hommes, on pourrait en parler exactement au même sens pour les femmes. La puissance sexuelle, c'est quoi ? C'est la puissance de jouir, donc la jouissance en puissance, la jouissance possible.

Si vraiment Platon avait toujours raison, si nous ne savions désirer que ce qui nous manque, reconnaissons que notre vie sexuelle serait encore plus difficile et compliquée qu'elle n'est, spécialement la nôtre, messieurs. Parce qu'enfin, il faut bien à un certain moment nous soyons en état de désirer celle exactement qui ne manque pas, puisqu'elle est là, puisqu'elle se donne, puisqu'elle s'abandonne...

Vous savez, il y a un genre d'homme qui est vraiment platonicien, ou enfermé chez Platon. C'est ce genre d'homme qui n'a envie de faire l'amour que lorsqu'il est tout seul : là, pas de problème, il a des tas de désirs, de fantasmes, d'érections. Sauf que lorsqu'une femme est là, et se donne, il n'y plus personne, comme on dit. C'est ce qu'on appelle un impuissant, ou un moment d'impuissance. Ce qui dit assez, par différence, quelle est la vérité du désir, qui n'est pas le manque, comme le

voulait Platon, mais la puissance, comme le veut Spinoza.

Puissance d'agir. S'il y a un moment – je vais devenir indiscret, devant tant de gens, mais enfin... – où personnellement je ne manque de rien, c'est plutôt quand je suis en train de faire l'amour.

Bref, le désir vrai, ce n'est pas le désir de posséder ce qui manque, c'est le désir de faire que qu'on aime. C'est le bonheur non pas d'avoir ; c'est le bonheur de faire, c'est le bonheur d'agir. Et s'il y a un bonheur d'être maire, c'est qu'être maire, c'est être un homme ou une femme d'action, bien sûr.

Et celui qui se dit avant les élections « que je serais heureux d'avoir la mairie », il n'a pas compris ce que c'est qu'être maire – c'est normal, il est candidat. Mais vous, vous savez très bien, d'expérience, qu'avoir le poste de maire, cela n'a jamais fait le bonheur de personne, ou alors de quelques crétins, peut-être. Non, ce qui fait le bonheur, ce n'est pas ce qu'on a, ce n'est même pas ce qu'on est.

Vous savez, je suis philosophe, donc j'ai fait des études de philosophie, cela veut dire que j'ai passé cinq ans de ma vie à désirer l'agrégation de philo ; cinq ans à me dire « qu'est-ce que je serais heureux si j'étais agrégé de philo. Donc j'ai été reçu à l'agrégation de philosophie. Sincèrement, que penseriez-vous de moi si je vous disais « les amis, je suis heureux parce que je suis agrégé de philosophie ». Vous vous diriez « ce type est un crétin », et vous auriez bien sûr raison. Eh bien, celui qui vous dirait « je suis heureux parce que je suis maire » est exactement dans la même position.

Le bonheur, ce n'est pas ce qu'on a ; tout ce qu'on a, on peut le perdre et même, on le perdra. Le bonheur, ce n'est même pas ce qu'on est. Le bonheur, c'est ce qu'on fait. Le maire est un homme d'action ; j'ai toujours dit que, contrairement à ce qu'on imagine souvent, le sage est un homme d'action ; eh bien, le maire aussi. Cela ne veut pas dire que tous les maires sont sages, cela veut dire qu'un sage peut être heureux d'être maire.

Je vous remercie de votre attention.

Alain-Gérard Slama

Qu'est-ce que je suis content de ce que je viens d'entendre, parce que cela me simplifie énormément la tâche. Au début de votre exposé, cher André Comte-Sponville, je me disais que je n'allais absolument pas m'en sortir, parce que je parle à des gens qui donc sont intrinsèquement et substantiellement malheureux. Or je voudrais leur montrer qu'ils sont heureux... ce qui va peut-être vous surprendre, parce que, bien entendu, vous ne l'êtes pas, mais vous ne le savez pas, et si un

philosophe peut vous conforter dans le sentiment que vous n'êtes pas heureux, un historien peut peut-être vous dire que vous l'êtes.

Pourquoi ? Parce que je pense que dans la société où nous sommes aujourd'hui, vous êtes la dernière partie des personnels – disons grossièrement, au sens très large – politico-administratifs qui bénéficient d'un certain crédit de la part de l'opinion et de la population.

Je vais faire tout simplement de la phénoménologie.

J'ai fait de la phénoménologie il n'y a pas longtemps avec un ami qui est maire de Bordeaux. Et j'avoue que quand il était parti pour cette mairie de Bordeaux, alors que les plus grandes destinées lui étaient ouvertes, je me disais « mais enfin, faut-il quand même qu'il soit malheureux, et faut-il qu'il se complique la vie » ; car ce sont quand même beaucoup d'ennuis, n'est-ce pas ; « beaucoup d'ennuis », ajoutait Boris Vian, « sans compter les emmerdements ». Et je l'ai vu vivre très difficilement l'amélioration de sa ville, des travaux qui lui ont valu énormément de campagnes contre lui, de gens exaspérés par les complications de la circulation, obérée par le creusement du métro ; et puis, tout cela ayant été terminé, j'ai eu le plaisir, à côté de lui, de parcourir la ville dans une espèce de petit train, qui était un autobus découvert, et il nous montrait : « voilà, j'ai réalisé cela, j'ai fait cela, ceci, c'est moi, ça, voilà... ». Il voyait déjà la plaque indiquant les différents endroits où il a réalisé des choses qui s'inscrivent très concrètement dans l'espace public ; ce qui explique, d'ailleurs, que nos présidents de la République tiennent tellement à inscrire leur présence dans l'espace, ne serait-ce que la pyramide que vous allez quelquefois contempler au Louvre en vous demandant ce qu'elle fiche là.

Peu de temps avant ou après, j'entendais Michel Rocard me dire « moi j'ai fait le RMI ». Ah bon. Aujourd'hui nous savons... Par exemple la loi de 1898 sur les accidents du travail, c'est un progrès social considérable, c'est formidable, mais si on sait à peu près qui était le Président du Conseil à ce moment là, on ne sait plus tellement qui était le ministre du Travail qui a porté sur les fonts baptismaux ce texte, qui échappe en quelque sorte à l'homme pour entrer dans l'histoire.

Vous, ce que vous faites – c'était la première chose que je voulais dire – n'échappe absolument pas à l'homme, et est inscrit dans l'espace ; parfois d'ailleurs on vous le reproche, c'est certain. Mais au moins pouvez-vous dire « c'est moi qui l'ai fait ». Et je dirai que ce n'est peut-être pas le bonheur, mais c'est au moins une satisfaction.

L'autre chose que je voulais dire, c'est que nous sommes dans ce que j'ai nommé « La société d'indifférence » dans le titre d'un livre que j'ai écrit – on me conteste parfois ce titre. Mais non, la société d'indifférence, c'est que les citoyens des sociétés démocratiques sont de plus en plus convaincus de leur impuissance à écrire l'histoire. Et notre époque s'inscrit dans une période post-idéologique. Cela ne veut pas

dire qu'il n'y a pas de débats de nature idéologique, parfois, pour élaborer une motion de synthèse entre les différents courants des maires de France ; mais les citoyens, eux, ont un sentiment de dépossession qui se traduit par un « aquoibonisme », et qui se traduit aussi par du relativisme.

Je ne veux pas analyser les raisons de cela, nous avons peu de temps pour nous exprimer, mais je pense que dans cette affaire, les demandes sociales se tournent davantage vers les élus locaux que vers les élus nationaux. Surtout quand la politique nationale ressemble à un boeing qui ne parviendrait pas à décoller, et dont l'équipage aurait oublié de couper le son entre la cabine de pilotage et les passagers, qui entendent, un peu médusés, les pilotes s'engueuler les uns les autres... Le maire est, malgré tout et qu'on le veuille ou non, relativement en possession d'une confiance et d'une capacité de décider, limitée, c'est vrai, j'y reviendrai dans ma conclusion, mais sans rapport avec celle dont dispose aujourd'hui l'homme politique.

Par ailleurs, il y a une autre dimension, aussi : toutes les indications qui sont données sur l'état de la société française aujourd'hui la décrivent comme une société dépressive, déprimée ; et en même temps Gilles Lipovetsky a une expression que j'aime bien : il parle de bonheur paradoxal, c'est-à-dire que d'un côté ce pays est bien tel qu'on le dit, investi peut-être exagérément dans le consumérisme, fragilisé par une insatisfaction, une mélancolie permanente, et en même temps, il sait qu'il est le pays de la douceur de vivre, avec une certaine idée du loisir, une certaine idée du bonheur – aussi longtemps qu'il n'a pas entendu André Comte-Sponville, évidemment, qui lui complique la vie en lui expliquant que la certaine idée qu'il a est une idée qui se retourne contre elle-même... mais il a tout de même, si vous voulez, cette espèce d'attente. Et là aussi, cela donne une prime considérable au local.

On dit volontiers qu'il y a un partage actuellement des attributions, en France, entre la droite qui a les ennuis de la conduite des affaires de l'Etat, et la gauche, qui aurait la satisfaction de diriger les régions ; satisfaction limitée, je suis conscient que cela présente un certain nombre d'inconvénients ; mais il n'en reste pas moins que ce partage des tâches reproduit malgré tout une certaine pente de facilité – pardon pour mes amis de gauche, car je n'ai jamais été de gauche, mais du même coup j'ai toujours eu des amis de gauche – et ils sont assez satisfaits de cette situation. Parfois, quand on est heureux dans une position, on n'aspire pas forcément à avoir celle de celui qui concentre sur lui tous les inconvénients et tous les ennuis, en particulier quand on jouit d'une existence assez agréable dans une ville comme Washington.

Et donc, ce qui est très frappant, c'est que les citoyens, en même temps, attendent beaucoup de leurs élus locaux. Ils en attendent des réponses en termes d'aménité, en termes, évidemment de traitement des problèmes sociaux ; aujourd'hui vous êtes confrontés au problème de la grande dépendance, problème qui, avec le vieillissement de la population, devient dramatique à résoudre, et d'une difficulté extrême, en sorte qu'il faudra bien, à un moment donné, que vous aussi vous participiez à l'impopularité qui consiste à faire payer davantage les gens, mais il n'en reste pas moins que vous contribuez aux conditions matérielles du bien-être ; avec des moyens limités, mais du moins est-ce vers vous que d'abord les gens se tournent. Bien entendu, ces conditions matérielles du bien-être ne sont pas le bonheur, mais je me demande quand même si, pour l'élu, le fait d'avoir fait avancer cela, ça ne correspond pas, d'une certaine façon, à une espèce de sentiment d'un accomplissement personnel. Le bonheur, c'est aussi cela, la capacité de réaliser une partie des objectifs qu'on s'était assignés.

Bien sûr, le bonheur n'est pas un droit, ce n'est pas quelque chose qui se programme, quelque chose qui se décide, ni par un Etat, ni par une collectivité décentralisée – je pense à Diderot qui se moquait de vous, il osait faire ça, en disant : « heureux, cent fois heureux, Monsieur Baliveau, capitoul de Toulouse ». Il se référait à une pièce qui avait eu du succès à cette époque. Il ne faut pas oublier, bien sûr, qu'il n'est pas de bonheur sans liberté, que la liberté ne se mesure pas en termes de bien-être, et moins encore en termes de satisfaction.

Mais un autre élément encore, c'est que vous n'avez pas non plus un des grands inconvénients du politique : j'ai rarement entendu un élu local parler vraiment la langue de bois, qui est celle du politique, une espèce de formulation qui d'ailleurs est très propre à notre culture, qui est de très belle et de très grande rhétorique, mais qui consiste à camoufler son impuissance derrière des mots. Parce que vous réalisez des choses concrètes qui sont là, ou qui ne sont pas là ; et dans ce dernier cas, vous ne pourrez pas indéfiniment dorer la pilule et raconter des histoires. Et cela, je pense, vous facilite un peu la vie parce que trouver à chaque fois une nouvelle formule de langue de bois, quelle fatigue !

J'ai trouvé dans Bergson – je me suis dit qu'il fallait que je cite un philosophe, pour ne pas démeriter trop aux yeux d'André Comte-Sponville – cette définition de ce qu'il appelait le bon sens : « un des plus grands obstacles à la liberté de l'esprit, ce sont les idées que le langage nous apporte toutes faites, que nous respirons pour ainsi dire dans le milieu qui nous environne ». C'est cela, un peu, la langue de bois. Le bon sens, c'est autre chose. En général, mon élu local, à qui je m'adresse, a du bon sens, c'est-à-dire qu'il a une expérience plus vaste, peut-être, des souvenirs mieux classés, mais surtout, il ne peut tirer sa force que d'une certaine

capacité d'être juste, à quoi le condamnent, d'une manière générale, ses électeurs.

Je crois que j'aborde la frontière du temps qui m'est imparti ; je voudrais évoquer encore une autre chose. C'est que vous avez une chose, qui est que même pour les libéraux, il y a un principe, la règle de la subsidiarité, qui vient de l'église, c'est vrai, qui fait que nul n'est tenu à l'impossible. Et vous n'êtes pas tenus, quand même, à l'impossible. Je sais que vous n'êtes peut-être pas d'accord, mais enfin, même les libéraux reconnaissent que lorsque les collectivités locales n'arrivent pas à faire certaines choses, c'est l'Etat qui doit le faire. Et s'il ne le fait pas, c'est très mal pour lui ; vous pouvez lui dire que même du point de vue d'Adam Smith et des libéraux, c'était à l'Etat qu'il appartenait de réaliser ce qui ne pouvait pas l'être au plan local.

Dernier élément encore : Tocqueville disait : « la vie locale, c'est la pédagogie de la démocratie, c'est l'apprentissage de la responsabilité démocratique ». Et il prenait un exemple assez drôle, d'ailleurs, que je résumerai par une analogie : il disait qu'en France, quand on veut atteindre un but, par exemple lutter contre l'alcoolisme, ou, tenez, loger les mal-logés, on demande une loi, on demande un financement de l'Etat. Aux Etats-Unis, les associations retroussent leurs manches et construisent des maisons, exactement comme les Amish dans le film Witness, où l'on voit Harrison Ford travailler sur une charpente en même temps qu'il s'occupe aussi d'une créature... je ne sais pas s'il la désire vraiment, d'ailleurs, mais il n'a pas l'air mécontent, du moins dans le film.

Dernier mot, si vous me permettez, sous la forme un peu prétentieuse d'une mise en garde : nous sommes un pays jacobin, avec cette conséquence qu'il n'est pas un élu du niveau, disons « non national », qui ne cherche à transposer à son propre niveau la conception qu'il a du pouvoir au niveau

national. Cela s'est traduit localement par les grands conseils de région, qui se présentaient comme de véritables empires.

Il y a une sagesse qui fait partie du bonheur, qui est une sagesse de l'élu, et qui consiste parfois à savoir s'occuper de choses qui ne sont pas absolument décisives pour le devenir de l'humanité, avec une certaine humilité, une certaine modestie, et qui, cependant, ont une valeur d'autant plus grande, au sens de Verlaine – « la vie humble, aux travaux ennuyeux et faciles/ est un acte de foi qui veut beaucoup d'amour » – et je vous citerai une anecdote que raconte Albert Hirschman, qui est un sociologue américain, dans un de ses livres : il raconte qu'un enquêteur demande à une femme mariée, qui, dans le ménage prend les décisions, ce qu'elle fait. Il lui dit « mais qui prend les décisions chez vous ? ». Elle lui répond : « c'est mon mari ; c'est lui qui prend les décisions importantes ». « Mais quelles sont les décisions importantes ? », demande l'enquêteur. « Eh bien il décide de ce qu'il faudrait faire contre les discriminations dont souffrent les Noirs, il décide de la façon dont régler le conflit du Moyen-Orient (bien sûr en lisant son journal, vous l'avez compris), il décide de l'attitude à adopter envers la Chine, etc. ». « Et vous, alors ? » l'interrompt l'enquêteur. « Oh, moi, rien qui compte », répond la ménagère, « c'est moi qui décide où nous passerons nos prochaines vacances, si les enfants doivent aller dans une école privée ou publique, s'il vaut mieux acheter une nouvelle voiture ou une nouvelle maison... vous voyez, c'est sans importance ».

Eh bien je crois que la condition du bonheur pour un maire est qu'il sache choisir aussi la date de ses vacances, et prendre les décisions sans importance, sans être sûr cependant, je l'avoue, qu'il puisse se reposer sur les intellectuels, les historiens, voire les philosophes, pour gérer les problèmes du pays et veiller sur le destin du monde.

Merci

Le débat

JD

Merci Alain-Gérard Slama. Dans votre propos, vous avez souvent utilisé le mot « concret », en disant que le politique, et l'élu local en particulier, est l'homme du concret. Au début de notre débat, André Comte-Sponville, vous avez évoqué la définition platonicienne du bonheur, où une fois que le désir est réalisé, c'est fini... alors qu'on voit, en entendant Alain-Gérard Slama, que l'élu est porteur d'une espérance collective. C'est une projection. Donc le bonheur, pour lui, est toujours à conquérir ?

AC

Oui, s'il est plutôt platonicien, c'est-à-dire s'il croit que le bonheur, c'est ce qu'on espère. Comme on

n'espère que ce que l'on n'a pas, il n'est jamais heureux. S'il est plutôt spinoziste, au contraire, il sait, d'expérience, que le bonheur, ce n'est pas ce qu'on espère, c'est ce qu'on aime. Espérer ou aimer, c'est du désir dans les deux cas, mais ce n'est pas la même chose : l'espérance, c'est un désir qui porte sur ce qui n'est pas. On n'espère, par définition, que l'irréel. L'amour, c'est un désir qui porte sur ce qui est. On n'aime jamais que le réel.

Un maire pas heureux, c'est qui ?

Il est platonicien. Il se disait avant les élections « que je serais heureux si j'étais maire ». Il n'était donc pas heureux, puisqu'il n'était pas maire, les élections n'ayant pas eu lieu. Et puis, dans le meilleur des cas, il est élu. Mais cela ne fait pas son bonheur, puisque la mairie ne

lui manque plus. Donc il désire autre chose, qui lui manque. Il se dit « que je serais heureux si j'étais réélu, pour mon prochain mandat ». Il passe son temps à espérer être heureux, selon la belle formule de Woody Allen : « qu'est-ce que je serais heureux si j'étais heureux ».

Alors que le maire heureux, ce n'est pas celui qui se dit « qu'est-ce que je serais heureux si... » « qu'est-ce que je serai heureux quand... ». C'est celui qui se dit « qu'est-ce que je suis heureux d'être maire », c'est-à-dire, au fond, heureux d'agir, parce que le bonheur d'être maire, ce n'est pas le fait de l'être, ce n'est pas un statut social. Le bonheur d'être maire, c'est le bonheur d'agir. Et je crois, autrement dit, qu'il n'y a de bonheur que dans l'action. C'est pourquoi je crois qu'il peut y avoir un bonheur d'être maire ; là, je rejoins Alain-Gérard Slama : la spécificité de votre mandat, c'est que vous êtes vraiment élus pour agir, là où souvent, au niveau de l'Etat, les hommes politiques constatent qu'ils ont de moins en moins de pouvoir d'agir réellement, et sont bien souvent cantonnés dans le pouvoir symbolique du verbe.

Vous, vous avez la chance de pouvoir agir, cela vous permet d'être heureux.

JD

Vous évoquiez un maire platonicien, mais on pense souvent aussi à des maires un peu stoïciens, parce qu'ils sont obligés, dans une ascèse compliquée – vous parliez de bonheurs paradoxaux – de faire du consensus avec des usagers – on l'a vu pendant ces trois jours de congrès – qui ont des demandes complètement différentes, voire, là encore, très paradoxales. C'est vrai que c'est la particularité de cet homme, ou cette femme, qui a été porté par la confiance de ses concitoyens en responsabilité locale.

AC

Oui, mais, premièrement, si c'est vraiment trop dur, ne vous représentez pas aux prochaines élections, il y a des gens qui sont prêts à vous remplacer. Si vous nous avez invités pour qu'on plaigne un long moment les maires, non, je ne suis pas vraiment preneur de ce genre de discours.

Deuxièmement, le stoïcisme fait partie de la grandeur de l'humanité : faire son travail à son poste, sans se préoccuper de savoir s'il est agréable ou non.

Troisièmement, il y a une espère de prime, non pas au sacrifice, mais au dévouement. Je vais être indiscret : Alain-Gérard, dans sa grande sagesse, m'a touché tout à l'heure ; nous parlions de son emploi du temps. Il a un emploi du temps de fou – de ministre, c'est-à-dire de fou. Et donc j'avais tendance à le plaindre un peu, et il me dit : « mais non, c'est une chance d'avoir un emploi du temps comme ça, parce que je n'ai jamais le temps de penser à mon malheur ».

Eh bien je pense que les maires sont tellement occupés qu'ils n'ont guère le temps de penser à leur malheur. Et comme le bonheur – sauf pour le sage, mais qui est sage ? – est toujours discutable, approximatif, fluctuant, fragile... Ne pas avoir le temps de penser à son malheur, ne pas avoir le temps de se demander si on est heureux, c'est une façon de se rapprocher du bonheur. Vous savez, la jolie formule de Flaubert, dans une lettre à l'un de ses amis : « cet horrible mot "bonheur", qui fit couler tant de larmes ». Oui, parce qu'on se dit « je ne suis pas heureux », et hop, on fond en larmes - « dites ces mots "ma vie" et retenez vos larmes », disait encore Aragon... Quand on est maire, on n'a peut-être pas le temps de se demander si on est heureux, et c'est peut-être là qu'on est le plus près du bonheur.

Encore une citation du philosophe Alain, que j'aime beaucoup – et le philosophe, et la citation. Alain écrit quelque part : « le bonheur est une récompense qui vient à ceux qui ne l'ont pas cherché ».

Moi je dis souvent aux jeunes gens qui m'interrogent « mais comment être heureux ? » : « ne t'en occupe pas ; occupe-toi de ce qui compte vraiment, le travail, la santé, la justice, la liberté, etc. Le bonheur viendra, s'il vient, par surcroît. Et s'il ne vient pas, il te manquera moins ».

Eh bien voilà : vous êtes des hommes d'action, et donc vous avez la chance, si j'ose dire, d'avoir tellement de choses à faire que vous avez moins besoin de vous préoccuper de votre malheur possible.

C'est, encore une fois, quand on ne se demande pas si on est heureux qu'on a le plus de chances de l'être.

JD

Approche très individuelle, en même temps, par rapport à cette action de l'élu, mais le bonheur dans sa dimension collective...

AC

Il n'y a pas de bonheur collectif ! Et je voulais dire à Alain-Gérard, qui en sera peut-être d'accord : bien sûr que vous travaillez pour le bien-être de vos concitoyens, j'en conviens évidemment. Mais ce que je crois, c'est que la politique en général, et la politique municipale en particulier, n'est bien sûr pas là pour faire le bonheur des gens à leur place.

JD

Mais le faire avec eux...

AC

Personne ne peut faire le bonheur de personne. Vous ne pouvez même pas, messieurs, faire le bonheur de votre épouse ; vous ne pouvez même pas, mesdames, faire le bonheur de votre mari. Vous n'allez pas me dire que vous faites le bonheur de votre cité ! On ne peut faire le bonheur de personne. La politique n'est pas là pour faire le bonheur des gens, elle est là pour combattre le

malheur, et pour combattre les raisons objectives de malheur.

Parce que le bonheur est un concept, au fond, complètement indéterminé, comme disait Kant.

Qu'est-ce qui fait le bonheur ? Personne ne le sait.

Qu'est-ce que le malheur, ou qu'est-ce qui fait le malheur ? On peut répondre à cette question, il y a des réponses avérées : la misère, l'oppression, l'injustice... Vous êtes là pour combattre le malheur, et je crois que les municipalités, les mairies, sont des lieux essentiels, non pas pour faire le bonheur collectif, qui n'est qu'un rêve, qui n'est qu'un mensonge, mais pour combattre collectivement le malheur.

JD

Alain-Gérard Slama, auteur de « La société d'indifférence », la dimension collective, à l'époque où, vous le dites, l'aquibonisme de nos concitoyens, et puis un désintéret constaté...

AS

Oui, pour moi c'est la clé de tout. Je vais reprendre mon exemple du maire de Bordeaux : bien entendu, qu'il était maire de Bordeaux avec l'idée d'être Premier ministre, ou d'avoir une fonction autre, ensuite. C'était clair, donc qu'il entrait dans la logique de l'insatisfaction décrite par André Comte-Sponville, c'est-à-dire que son désir allait au-delà de ce qu'il avait obtenu : dès lors qu'il avait la mairie de Bordeaux, il lui fallait autre chose.

Et pourtant, il y a ce mystère, quand même, non seulement que la mairie de Bordeaux l'ait aidé à patienter, mais même qu'il en ait retiré une satisfaction d'autant plus grande qu'à cette place, vous êtes au contact direct avec ceux qui vous contestent. Parce que vous n'êtes moins contestés que les personnalités politiques nationales, mais vous êtes contestés dans un sens qui peut être constamment surmonté, dépassé par votre bilan, par ce que vous avez concrètement réalisé. Quand bien même ce mérite ne vous serait pas reconnu, vous pouvez vous dire à vous-même : j'ai réalisé ceci, j'ai fait cela, justice m'en sera rendue.

Un homme politique, aujourd'hui, vit dans un tel climat de méfiance, de doute, face à une telle absence de confiance, qu'à la limite, quand on le croit, cela devient dangereux pour lui, parce qu'on se dit : « il est capable de le faire ». Je pense en particulier à tel ministre qui me disait : « il faut revenir aux 39 heures, c'est évident, et crois-tu que si je le dis, je serai cru ? ». Et je lui ai dit : « oui, tu seras cru, hélas ». Autrement dit, le jeu de la vie politique, dans le climat actuel, crée au niveau national des situations qui sont aujourd'hui absolument insaisissables. Et je crois qu'ici même, il y a un homme politique de quelque envergure, qui s'est

plaint auprès de vous du mauvais traitement infligé par les journalistes à l'actualité politique. Je crois que vous avez sans doute des mécomptes avec la presse locale, mais qui ne sont pas comparables.

Et il me semble, en tout cas que la vie de l'élu local n'est pas plus facile, mais qu'elle apporte un peu plus de satisfaction dans le concret, dans l'acte, dans la réalisation. C'est pour cela, d'ailleurs – c'est un débat que l'on peut lancer ici, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de l'évoquer – je ne suis absolument pas partisan de l'application de la notion de conflit d'intérêt aux élus locaux quand ils occupent une fonction nationale, sauf évidemment s'il s'agit d'une grande ville. On change d'ordre, alors, c'est un autre problème.

Mais à mon sens, la nature des enjeux locaux est d'un tout autre ordre que la nature des enjeux nationaux, et un individu normalement constitué et rigoureux sait faire la différence. Et jeter a priori la suspicion sur lui au titre précisément de ce qu'il est un élu local et qu'il ne fera valoir au niveau national que des intérêts locaux me paraît particulièrement dangereux. J'ajoute d'ailleurs – ce que j'indiquais tout à l'heure – que l'élu local est beaucoup plus au courant des gens, il connaît beaucoup plus la réalité ; je crois qu'il n'y a pas d'autre endroit où, si on était capable de faire une synthèse de tout ce qui se passe – avec l'électronique, aujourd'hui, on peut – de capter tout ce qui se passe dans les esprits des personnes présentes ici, on aurait immédiatement la figure de Brigitte Bardot ou... je suis d'une autre époque... on aurait la France, bien sûr.

J'ajoute aussi que l'une des images les plus gaies que je connaisse, c'est celle qui représentait le premier congrès des maires de France, au tournant du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle, c'était en l'an 1900, je crois ; et ce congrès, ce grand banquet des maires de France, réunissait un nombre encore plus grand que celui que je vois ici, puisque je crois qu'il y avait 10 000 maires qui étaient venus, presque le tiers, qui était là, et pour passer entre les tables, les serveurs avaient été dotés de patins à roulettes.

Je vous demande d'imaginer ce ballet, peut-être serait-ce une bonne chose, d'ailleurs, de le renouveler lors de vos prochaines entreprises – je crois que vous ne me pardonneriez pas ce que je viens de dire, parce que je ne vous facilite pas la tâche !

JD

André Comte-Sponville, quand Alain-Gérard Slama nous dit que l'élu local, le maire, agit sur les choses concrètes, sur le réel, qu'en pense le philosophe, sur ce rapport à une réalité concrète, en comparaison d'autres responsabilités politiques qui seraient moins dans ce cas ?

AC

Je crois que c'est vrai, et que c'est plutôt un plus pour l'action des maires. Ce qui m'inquiète un peu, c'est que

nos hommes politiques nationaux, notamment ceux qui sont aux affaires, comme on dit, les ministres, aient semble-t-il si peu prise sur le réel. Je ne reproche pas du tout, au contraire, aux maires leur prise sur le réel, leur efficacité concrète, je m'inquiète de ce que les ministres, les gouvernants à l'échelle de l'Etat, aient de moins en moins cette prise sur le réel. Et d'évidence, ce n'est pas de leur faute, parce qu'ils ne sont ni meilleurs, ni pires que les autres, et certains ont été maires, ou le seront.

Le problème, me semble-t-il, c'est que quand on gouverne l'Etat, on est confronté à la mondialisation. Et le problème de la mondialisation, c'est quoi ? C'est que toutes les difficultés auxquelles nous sommes confrontés – économiques, écologiques... – se posent à l'échelle mondiale. Or nos moyens de décision, d'action, de contrôle, n'existent pour la plupart qu'à l'échelle nationale, dans le meilleur des cas à l'échelle continentale, si on pense à l'Europe en construction. Mais cela veut dire qu'un déphasage s'est creusé entre l'échelle mondiale de nos problèmes, et l'échelle nationale ou continentale de nos moyens d'action sur ces problèmes. Ce déphasage voue la politique nationale à l'impuissance. Il est donc urgent d'en sortir et – en deux mots – comme on ne peut pas en sortir en renonçant à la mondialisation des problèmes – ce serait tourner le dos au réel – on ne peut en sortir qu'en se donnant les moyens d'une politique mondiale. Je ne dis pas d'un Etat mondial, mais d'une politique mondiale, une politique à l'échelle du monde. Ce qui suppose des négociations entre Etats, des rapports de force, des accords, des compromis...

La chance des maires, pour revenir à notre sujet, c'est que la plupart des problèmes auxquels vous vous heurtez se posent à l'échelle locale et vos moyens d'action sont aussi à l'échelle locale. Vous avez donc beaucoup moins que les élus nationaux ce déphasage entre l'échelle des problèmes et l'échelle des solutions possibles, qui voue beaucoup d'élus nationaux, non pas à une impuissance totale, mais qui limite fortement leur puissance d'agir, comme dirait, là encore, Spinoza.

Tant mieux pour vous. Attention de ne pas jeter la pierre – je ne dis pas cela tellement pour les maires, mais pour beaucoup d'électeurs, et peut-être de journalistes. Je crois qu'il y a une grande injustice à reprocher systématiquement aux hommes politiques nationaux de n'être pas aussi puissants que nous voudrions qu'ils soient. Ce n'est pas de leur faute ; la mondialisation, qui est la grande donnée du moment, les voue à une part d'impuissance. C'est à nous, tous ensemble, d'inventer ce que peut être une politique à l'échelle du monde. Quand à ce qu'est une politique à l'échelle d'une commune, eh bien vous le savez d'expérience. Il me semble que de ce point de vue, en effet, malgré tout, c'est un peu moins difficile.

C'est pourquoi je pense qu'il est moins difficile d'être heureux d'être maire, que d'être heureux d'être ministre.

AS

Je voudrais juste ajouter, quand même, qu'on peut quelquefois leur reprocher de ne pas avoir la puissance qu'ils s'arrogent, et de ne pas réaliser les objectifs dont ils ont fixé eux-mêmes la barre très haut – je ne veux viser personne.

Mais pour revenir à cette notion du local et du national, la nation a besoin des collectivités locales autant que les collectivités locales ont besoin de l'Etat. Et pendant le déjeuner, si je ne trahis pas un secret, je me trouvais à la même table qu'un collaborateur de Jean-Marie Rauch. Jean-Marie Rauch a été maire d'une ville, Metz, dans laquelle il a provoqué une transformation qui a été imitée dans l'ensemble du pays, et qui a intéressé la Silicon Valley, c'est-à-dire la modernisation, l'informatisation de sa ville à une échelle qui était au départ locale et qui est très vite devenue beaucoup plus que locale.

Autrement dit, un des intérêts de la mondialisation.... Je ne vois pas de quoi vous vous plaignez, au fond. Une raison de plus que vous avez d'être heureux, c'est que la mondialisation permet aujourd'hui à small non seulement d'être beautiful, car vous êtes tous très beaux, mais d'être aussi powerful ; il y a en effet dans les initiatives locales, souvent, une imagination, une invention qui va être copiée, qui va être utile à d'autres, et qui permet effectivement de faire avancer énormément l'économique, le social, et parfois même aussi le politique, avec, regardez, le droit à l'expérimentation, regardez, la démocratie participative utilisée par je ne sais plus quelle élue de je ne sais quelle région de France qui a été candidate à la présidence de la République et qui a donné comme modèle et comme exemple ce qu'elle faisait chez elle.

JD

Vous nous dites qu'on peut inventer à l'échelon local, qu'on peut renouveler des pratiques politiques ?

AS

On peut inventer, et je laisse la parole à André parce que je pense qu'il veut intervenir sur ce point.

AC

Je suis d'accord. Evidemment que l'Etat a besoin des collectivités locales, que les collectivités locales ont besoin de l'Etat. Là-dessus nous sommes d'accord. Ce que je voulais pointer comme difficulté qui me paraît peser sur la vie politique de notre pays, c'est ce que j'appellerai volontiers le syndrome du bon maire et du méchant ministre. En gros, les Français aiment leur maire, y compris quand il n'a pas la couleur politique pour laquelle ils votent habituellement, et beaucoup de Français ont tendance à détester leurs ministres, y compris quand ils ont la même couleur politique que celle pour laquelle ils votent habituellement.

Le bon maire, le méchant ministre, le très méchant Président, voilà. Il y a quelque chose qui est malsain parce que si la rancœur et la haine s'accroissent à proportion du niveau hiérarchique, cela veut dire que les enjeux malgré tout essentiels, parce que la politique nationale, c'est aussi – j'aurais même envie de dire « surtout » – de la grande politique...

Pour dire la chose simplement, je crois qu'il y a une urgence en France, c'est de réhabiliter, de revaloriser la politique. On n'y arrivera pas en crachant perpétuellement sur ceux qui la font. Il se trouve que personne ne crache sur les maires, que tout le monde crache sur les députés, encore plus sur les ministres, encore plus sur les présidents... Eh bien je crois que c'est une erreur, et que les maires, ici, peuvent avoir ce rôle pédagogique, eux qui savent à quel point c'est difficile d'être un élu, à quel point c'est difficile d'être responsable, à quel point c'est difficile d'essayer de concilier des positions contradictoires et de faire des choix, et de trancher ; les maires pourraient avoir un rôle pédagogique – et ils l'ont, en vérité – qui contribuerait à réhabiliter la politique auprès de nos concitoyens.

JD

Alain-Gérard Slama, vous croyez aussi à cette possibilité, à cette action des maires pour réhabiliter la politique, ou, comme vous l'écrivez dans votre livre « La société d'indifférence », on a des citoyens qui sont consommateurs et goguenards par rapport à ce qu'on fait ?

AS

Je crois que de plus en plus, il y a un malheur qui s'abat sur l'ensemble du personnel politique : c'est l'idéologie de la transparence. De tous temps il y a eu des gens qui, derrière leur vitre, écartent les rideaux pour voir ce qui se passe chez le voisin, dans la rue, si la fille Unetel fricote avec le fils Untel, etc. Cette curiosité, c'est une pente naturelle de l'humain.

Mais avec le développement des médias, de l'audiovisuel et de l'internet, aucun élu aujourd'hui, serait-il local, ne peut plus échapper à cela. Et au vu des qualités qu'on exige d'un homme politique, je ne connais plus de curé qui serait digne de l'être. On exige vraiment qu'il se comporte d'une manière extraordinairement discrète, vertueuse, etc.

Cela dit, malheureusement, tous les hommes politiques nationaux – et je veux quand même venir à contre-sens des applaudissements que je viens d'entendre – ne se comportent pas forcément avec toute la discrétion qui serait nécessaire. Et, citation pour citation, je citerai dans « Le Neveu de Rameau », le philosophe Diderot, qui dit au neveu : Comment, vous êtes logé chez le gros Bertin, il vous nourrit, il vous fournit des victuailles, il vous donne de l'argent, et vous en dites pis que pendre, vous

racontez ses relations avec la petite Huss, dans des termes absolument scandaleux qui sont encore plus effrayants même que les coups de projecteur que nous venons d'avoir sur certaines alcôves. Et le neveu répond que s'ils ne se comportaient pas comme ils le font, « on n'en ferait pas de bons contes ».

Autrement dit, il ne faut pas non plus dire que les media inventent systématiquement ; il y a quand même dans notre pays – et c'est une des choses que partagent même les plus décentralisateurs – une certaine idée de l'Etat, de sa dignité, de sa respectabilité.... Par exemple, j'avoue que lorsqu'on demande de lever le secret-défense pour un dossier de la DGSE, je me dis « jusqu'où va-t-on aller ? ». Il y a quand même aussi, quelquefois, une raison d'Etat. Et j'ai vu bien des hommes politiques – à commencer par Monsieur Jospin qui avait fait un article admirable dans Le Monde pour remettre en cause la raison d'Etat – voir assez vite que, finalement, ce discours se retournait facilement contre eux-mêmes.

L'élu local est confronté à des problèmes moins graves, et, les enjeux étant moins vitaux, il peut y avoir énormément de passion, de déballage des vies privées, etc., du moins l'acharnement est moindre, c'est vrai.

JD

André Comte-Sponville, exigence des citoyens, mais aussi fantasmes, avec une attente de responsables politiques qui soient des héros, des saints... Est-ce que vous pensez que tout cela est sain, dans une société, dans une démocratie ?

AC

Non, ce n'est bien sûr pas sain. Il faut éviter d'élire des escrocs avérés, c'est une question de bon sens, et en même temps, il ne serait pas raisonnable d'élire des saints. Sincèrement, croyez-vous que l'abbé Pierre aurait fait un bon Président de la République ? Pas plus, je ne crains, que le général de Gaulle n'aurait fait un bon abbé. Autrement dit, on ne peut pas avoir les mêmes critères pour juger un homme politique – dans son action politique – qu'on peut avoir pour juger un saint homme, ou simplement n'importe qui, dans sa vie privée. Ce que je crois, c'est que la morale n'est pas politique, et la politique n'est pas morale.

Je vais m'expliquer sur ce que j'entends par là : la morale n'est pas politique, cela veut dire qu'elle n'est ni de droite, ni de gauche. Or je suis convaincu que la politique est soit de droite, soit de gauche. Et la politique n'est pas morale parce que ce ne sont pas les plus vertueux qui gouvernent. Dans une démocratie, ceux qui gouvernent sont ceux qui ont gagné les élections. Et il ne serait pas raisonnable de choisir son candidat en fonction de la valeur morale du candidat. Moi j'ai toujours voté à gauche en vérité depuis trente ans ; si j'avais dû me déterminer à chaque fois sur la valeur morale du candidat par rapport à celle des autres, dans plusieurs

cas dont je me souviens mon vote aurait été différent. Mais ce n'était pas un prix de vertu, c'était une élection démocratique. Dans une élection démocratique, on ne vote pas pour celui qui est le plus généreux, le plus aimant, on vote pour celui dont les idées sont les plus proches des vôtres, celui dont on pense qu'il fera le plus de bien au pays.

Cela ne m'empêche pas de mettre l'abbé Pierre, par exemple, très haut, et même plus haut, pour ce qui me concerne, que le général de Gaulle, mais simplement je n'aurais pas voté pour lui à une élection politique. Cela ne veut pas dire qu'on n'a pas besoin de morale. On a besoin de morale pour se gouverner soi. Alain, là encore disait : « la morale n'est jamais pour le voisin ». La morale ne sert pas à juger les autres, elle sert à se juger, soi. Et on a besoin de politique pour agir ensemble. Cela veut dire que morale et politique sont nécessaires toutes les deux, mais parce qu'il s'agit de deux choses différentes, précisément, et qu'on se trompe toujours si on croit que la morale peut tenir lieu de politique, ou si on croit, comme on l'a cru dans les années 68, que la politique peut tenir lieu de morale. Ce sont deux illusions, méfions-nous des bons sentiments.

Le « politiquement correct » en vérité, en France, est presque toujours un « moralement correct ». C'est la dictature des bons sentiments, je ne supporte plus cela. Et méfions-nous aussi de ceux qui croient, comme on l'a cru dans ma jeunesse, que la politique pouvait tenir lieu de morale, ce qui mène tout droit, effectivement, au totalitarisme, à la terreur, ou au terrorisme. En vérité, encore une fois, il n'y a pas à choisir entre la morale et la politique, parce que nous avons besoin évidemment des deux, et de la différence entre les deux.

JD

Mais, André Comte-Sponville, il y a, et on le voit dans la démocratie locale que les maires, ici présents, essaient de construire, un socle de valeurs partagées ?

AC

Evitons d'élire un escroc, d'élire un imbécile, etc. Peut-être, spécialement dans l'action locale – je connais moins cela que vous et qu'Alain-Gérard – mais il me semble que dans l'action locale, en raison même de la proximité, les valeurs humaines sont plus importantes que dans l'action nationale.

JD

On rencontre son électeur chaque jour, disent les maires...

AC

Oui, c'est cela, vous savez, cette fameuse campagne contre Nixon, qui était candidat aux USA contre je ne sais plus quel adversaire démocrate, et l'une des

affiches démocrates montrait la sale gueule de Nixon, et la légende disait : « achèteriez-vous une voiture d'occasion à cet individu ? ». C'était drôle, c'était efficace, c'est une mauvaise campagne. Parce qu'il ne s'agissait pas d'acheter une voiture d'occasion, il s'agissait d'élire un homme d'Etat.

Un, il est toujours désagréable de juger quelqu'un sur la gueule, et, deux, on n'a pas à voter pour le plus sympa, on n'a pas à voter pour le plus cool, comme disent les jeunes. On a à voter pour celui dont on pense qu'il gouvernera le mieux le pays. Ce que je disais, c'est qu'à l'échelle locale, en revanche, les traits personnels sont plus importants, parce qu'on rencontre les gens. Le général de Gaulle, pour garder cet exemple, commode parce qu'il est ancien, ou Mendes-France, que connaît bien Alain-Gérard, est-ce qu'ils étaient sympa ? Je n'en sais rien. Est-ce qu'ils étaient agréables, chaleureux, attentifs à l'autre ? Je n'en sais rien, je m'en fiche. C'étaient des hommes d'Etat. Un maire qui n'est pas agréable, qui n'est pas sympathique, qui n'est pas attentif à l'autre, qui ne sait pas écouter, ne peut pas être un bon maire. Cela ne veut pas dire qu'être maire est une action de charité, ce n'est pas du caritatif, c'est de la politique. Mais c'est de la politique au niveau local, et à ce niveau, la dimension humaine a davantage d'importance qu'à l'échelon national.

JD

On en revient toujours à l'autre, alors que vous êtes le philosophe de l'individu et de la construction de l'individu. On voit bien, toujours, dans ce métier, dans cette action du maire, que c'est toujours par rapport aux habitants de sa commune, par rapport à l'équipe qu'il va mener... il y a cette dimension collective...

AC

Parce qu'il n'est pas tout seul ! Il n'y a de sagesse qu'individuelle, il n'y a pas de peuple sage, cela n'a pas de sens, bien sûr, mais on n'est pas heureux tout seul. On est heureux avec les autres, contre les autres, parfois. Il y a une joie dans le combat politique. Je me souviens des manifestations de ma jeunesse – je manifeste beaucoup moins maintenant – mais j'ai peu de souvenirs qui ressemblent autant au bonheur, qu'une belle manifestation où on se bat contre quelque chose. On peut se battre pour, aussi, mais il y a davantage de passion, reconnaissons-le, souvent, quand on se bat contre, que quand on se bat pour.

Donc il n'y a de bonheur qu'individuel, mais il n'y a d'action efficace que collective. Et comme il n'y a de bonheur que dans l'action, eh bien cela veut dire, là encore, qu'on n'est pas heureux tout seul. On est heureux avec les autres, contre les autres parfois, et pour les autres encore davantage. Ce que je dis souvent aux jeunes gens qui m'interrogent – « comment être heureux ? », c'est « écoute, occupe-toi un peu moins de ton bonheur, un peu plus du bonheur des autres, ou combat un peu plus le malheur des autres, et tu verras

que toi-même tu seras davantage heureux ». C'est vrai pour toute humanité, mais a fortiori pour un élu local, on agit avec les autres, on agit pour les autres ; cela veut dire que pour qu'un maire soit heureux, il faut qu'il aime cela !

Pour résumer rapidement ce que je disais dans mon introduction : être heureux, ce n'est pas avoir ce qu'on désire, c'est faire ce qu'on aime, et donc aimer ce qu'on fait. Et donc, comme être un élu local, cela suppose d'être au contact des gens, leur parler, les écouter, les aider, si vous n'aimez pas cela, n'en dégoûtez pas les autres !

JD

Le maire médiateur... je reviens toujours sur ce bonheur paradoxal, sur, aujourd'hui, cette société éclatée, avec des demandes tellement diverses qu'elles sont contradictoires, Alain-Gérard Slama ?

AS

Les demandes sont contradictoires et surtout superlatives. On attend trop. On attend trop des juges, on veut une justice parfaite. On attend trop des hommes politiques, on veut qu'ils résolvent les problèmes, dans une période où c'est déjà bien quand on n'en a pas créé. On attend trop des maires.

Et sur cette question de la morale, je veux y revenir d'un mot. On leur demande de la vertu dans des conditions telles qu'on en arrive aujourd'hui à pratiquer une politique de prévention qui fait qu'on est arrivé à ce qu'on a appelé « la société de défiance », c'est-à-dire la société du soupçon préalable. Vous êtes a priori suspects de vous mettre en situation de commettre une faute morale, et la notion de conflit d'intérêt, qui est une notion puritaine et anglo-saxonne, qui n'existe pas du tout dans les sociétés d'origine catholiques, considère que dès que vous passez près d'un pot de confiture, vous êtes suspect d'avoir mis ou de mettre la main dedans.

C'est très dangereux, les hommes politiques eux-mêmes se prêtent à cet exercice en disant « nous voulons être insoupçonnables, et la République doit être non cambriolable », et par conséquent ils s'exposent eux-mêmes au soupçon, car on se dit forcément que s'ils ont besoin à ce point d'être protégés par la loi contre le soupçon, c'est que vraiment, ils sont fragiles, et risquent de succomber...

JD

Mais on est entré dans une société de transparence ?

AS

Justement, le risque de cette société de transparence, c'est ce qu'a excellemment dit, en termes parfaits, André Comte-Sponville, c'est le danger de morale d'Etat. On en arrive effectivement

à avoir des pouvoirs qui se font élire ou désigner sur le programme de leur vertu et de la nécessité d'imposer la vertu et la transparence en tous domaines.

Je ne dis pas qu'il ne faille pas des lois préventives, qui effectivement diminuent les risques de chute dans la faute morale, mais le vrai ordre juridique qui est le nôtre, c'est plutôt qu'on vous poursuit quand vous avez commis une faute, et à ce moment là, s'il y a eu manquement au contrat moral que tout de même vous passez avec vos électeurs – vous n'allez pas leur dire « je vais frauder, je vais mettre la main dans la caisse, etc. », c'est évident – c'est a posteriori et après coup que la plainte intervient et que dans ce cas sont prévues des sanctions qui vous condamnent à la double peine, la sanction pénale et puis l'inéligibilité. Cela me paraissait beaucoup plus sain que la situation actuelle, qui est née de l'affaire du Carrefour du développement.

C'est autour de 1990 qu'on a vu se développer un processus extrêmement dangereux qui a suscité une société de défiance. Et le résultat de la société de défiance, pardon de revenir à mon dada, c'est qu'on va finir presque par la regretter, cette période de la défiance. C'est que maintenant, à la limite, les gens s'en fichent. Ils demandent qu'on fasse davantage de lois, qu'on les protège contre les éventuels comportements malsains de leurs dirigeants, et veulent être assurés d'avoir des gens formatés ; peu importe que ce soient des hommes d'Etat, peu importe que ce soient des grands caractères.

Je me demande quelquefois si aujourd'hui une affaire Dreyfus serait possible. Car vous auriez aussitôt dans la presse : « oh, mais il a fricoté avec sa cousine ; mais il y avait telle histoire d'argent pas très nette dans son parcours, peut-être telle solde qu'il a touchée, à laquelle il n'avait pas droit... ». On en arrive aujourd'hui à ne plus voir l'essentiel dans un homme, c'est-à-dire sa force de caractère, et il n'est même plus possible d'avoir une réelle intégrité morale dès lors qu'on est en permanence soupçonné et dès lors qu'on vous surprendra toujours, qu'il y aura toujours un instantané au moment où vous faites la grimace, et il y aura toujours quelqu'un pour dire que le portrait est ressemblant.

JD

Ere du soupçon, société de défiance, est-on impuissant devant cela, est-ce que nos mœurs politiques seraient condamnées à cet état ?

AS

Société de défiance... cela fait partie aussi d'une forme de prudence. Nous ne sommes pas là pour faire une confiance aveugle à quiconque, même pas à nos élus.

JD

Mais sur le projet politique, il faut un minimum de confiance ?

AS

Trop de défiance paralyse : ce sont les théories du complot, c'est bien sûr idiot et néfaste. Trop de confiance est dangereux aussi. Je dirais volontiers la même chose de l'indifférence : un peu d'indifférence n'est pas mal. Je n'ai pas lu le livre d'Alain-Gérard, je ne suis pas sûr de bien comprendre ce qu'il veut dire, mais quand je vois les débats politiques dans notre pays, je suis souvent frappé plutôt par un excès de passion que d'indifférence. Je trouve que, et sur la question des retraites, où le problème était important, mais où d'évidence il y avait moins d'écart entre les deux réformes possibles – celle du PS et celle de Sarkozy, pour faire bref – qu'on a fait mine de le croire ici ou là, et sur les individus... Je suis frappé de voir autour de moi des tas d'amis qui sont des collègues, intelligents, pondérés, pleins de bon sens, et de gauche le plus souvent, qui, dès qu'ils parlent de Sarkozy, deviennent idiots, injustes, violents, haineux. Encore une fois, je n'ai pas voté pour Sarkozy, je ne voterai pas pour lui aux prochaines élections, mais je m'étonne toujours quand je vois quelqu'un d'intelligent et de pondéré tout d'un coup se laisser emporter par la passion.

Et j'aurais envie quelquefois, cher Alain-Gérard, que la politique française soit moins passionnelle, qu'on puisse parler raisonnablement. D'évidence, Sarkozy n'est pas le diable, Strauss-Kahn, Aubry ou Ségolène Royal, ce ne sont pas le bon Dieu ; la vie de nos enfants sera évidemment différente suivant que c'est l'un ou l'autre qui est élu, mais pas différente pour l'essentiel, on le sait bien, en gros.

Donc trop de méfiance nuit, un peu de méfiance est nécessaire. Trop d'indifférence endort, un peu d'indifférence, ou en tout cas pas trop de passion, est utile. Je crois que la France est un pays de passion, et les passions en ce moment sont des passions haineuses – j'ai pris l'exemple de mes amis de gauche, parce que ce sont eux que je fréquente le plus, mais quand j'entends des gens de droite parler de Martine Aubry, ou de Ségolène Royal, la haine est là aussi. J'ai envie de dire, parfois : « écoutez, ce n'est pas si grave ; nous sommes entre démocrates ; nous avons une chance formidable : nous sommes tous certains que le prochain Président de la République sera un démocrate. Il y a très peu de pays où l'on peut dire cela. Et nous sommes tous à peu près certains que le Président d'après sera un démocrate ».

Si bien qu'il y a un moment où en renforçant exagérément la haine, on affaiblit d'autant le seul camp qui nous est commun et qui est celui qui nous importe le plus, qui est le camp de la démocratie.

JD

Alain-Gérard Slama, et puis nous nous acheminerons vers la conclusion de notre table ronde...

AS

D'accord avec cela, sauf à dire que l'on se passionne pour des images, pour des artefacts ; on se passionne pour, finalement, le traitement de personnalités par les media. On débat sur la question de savoir si on préfère Public ou Closer, en gros cela équivaut à ça.

L'enjeu politique proprement dit – bien sûr qu'un démocrate sera élu – mais l'enjeu politique du débat est quand même assez essentiel. Il s'agit des institutions ; il s'agit de savoir si, par exemple, pour dire des choses brûlantes, on doit avoir un Premier ministre ou pas. La réforme des retraites, la question de fond, là où il y avait vraiment quelque chose de dramatique, c'est l'absence de perception de la gravité intrinsèque du problème posé par les retraites et de la nécessité absolue de les réformer. Et la contestation qui existait sur ce sujet et qui s'est développée entre la droite et la gauche sur le sujet était particulièrement détestable. Elle escamotait le problème.

JD

La passion est-elle ou non intrinsèque au débat politique, pour vous, l'historien des idées politiques ?

AS

Bien sûr qu'elle est indissociable du débat politique, mais il y a des enjeux quelquefois pour lesquels il faut être conscients de la gravité du sujet, et se battre ensemble pour lui trouver une solution qui soit de longue durée et qui soit conforme aux valeurs qu'on défend. C'est cela qui m'a frappé dans cette affaire, c'est que ce n'était pas le cas. Je citais l'affaire Dreyfus tout à l'heure : il y avait deux hommes politiques qui se détestaient. L'un s'appelait Jaurès, l'autre Clémenceau. Jaurès a mis un certain temps à devenir dreyfusard. Quand il a compris le problème de la vérité, il a écrit un énorme livre sur le sujet. Au même moment, Clémenceau écrivait des articles qui représentent – actuellement ils sont publiés – à peu près 6 000 pages. C'est l'ensemble des pages consacrées par Clémenceau, en plus de sa vie habituelle et de ses combats habituels, à l'affaire Dreyfus. Vous croyez que les deux hommes se détestaient sur le plan du combat pour Dreyfus ? Ils étaient ensemble, ils étaient d'accord.

Cela, c'est ce que j'appelle la passion. Et j'ajouterai une chose, c'est qu'aujourd'hui, quand deux politiques ou deux intellectuels sont d'accord sur le même sujet, on a l'impression de voir deux jolies femmes qui s'aperçoivent pendant une soirée qu'elles portent la même robe : ils se mettent à se détester ! Eh bien c'est cela qui ne va pas.

JD

Bonheur, sagesse, quels mots employer au terme de ce débat, André Comte-Sponville ?

AC

D'abord, constatons que l'affaire Dreyfus est un cas très singulier, parce que c'est un problème moral : il y avait des dreyfusard de droite, beaucoup – enfin, moins que d'anti-dreyfusards, mais il y en avait – il y avait quelques anti-dreyfusards à gauche. Ce n'était pas un problème d'abord politique. Et donc, quand il s'agit de défendre un innocent, je comprends bien que la passion est nécessaire. Quand il s'agit de faire une réforme des retraites, parce qu'il fallait évidemment en faire une, et qu'on a le choix, en gros, entre deux réformes, quand on a le choix entre des candidats qui sont des démocrates, lequel va-t-on élire comme Président de la République, j'ai envie de suggérer qu'un peu plus de calme, un peu plus de sérénité améliorerait nos débats, voilà.

Et je crois que là, vous avez un rôle à jouer. Parce que l'AMF est justement un cas très rare où l'on peut

réunir dans une salle 3 000 ou 4 000 élus, évidemment de camps différents, et donc de camps opposés, parce que, comprenez-moi bien, je ne fais pas l'apologie du consensus ; je crois qu'il faut une droite et une gauche, et qu'il est bon qu'elles s'opposent. Mais on peut s'opposer sans haine.

Eh bien, voilà ce que j'aime dans votre assemblée, c'est que d'évidence vous n'êtes pas d'accord en matière de politique, il y a des maires de droite, d'autres de gauche, d'autres du centre, et il y a plusieurs façons d'être de droite, plusieurs façons d'être de gauche... vous n'avez d'évidence pas les uns pour les autres, d'après ce qu'on m'a dit, de la haine. Vous avez parfois de la sympathie, toujours du respect et de la solidarité. Je crois que de ce point de vue les rapports entre les maires pourraient servir d'exemple aux rapports entre les hommes politiques mais aussi aux rapports que les citoyens, c'est-à-dire chacun d'entre nous, nous entretenons avec nos hommes politiques.